

SEANCES DU MARDI 29 NOVEMBRE 1988
 VERGADERINGEN VAN DINSDAG 29 NOVEMBER 1988

ASSEMBLEE
 PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU MATIN
 OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 354.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Intérieur
 et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1988.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Vandenhoute,
 Vandermarliere, Cardoen, Paque, De Loor, Flago-
 thier, Luyten, p. 354.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 354.

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie
 van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt voor het
 begrotingsjaar 1988.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Vanden-
 haute, Vandermarliere, Cardoen, Paque, De Loor,
 Flagothier, Luyten, blz. 354.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
 VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 10 h 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Noerens, pour raisons familiales, et Dillen, malade, demandent un congé.

Verlof vragen: de heer Noerens, wegens familiale redenen, en Dillen, ziek.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Declerck, pour devoirs administratifs; Vandekerckhove, pour d'autres devoirs; Sprockeels, malade; Taminiaux, Mme Lieten-Croes, pour devoirs professionnels; MM. Matthys, pour raisons familiales, et Knuts, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Declerck, wegens ambtsbezigheden; Vandekerckhove, wegens andere plichten; Sprockeels, ziek; Taminiaux, mevrouw Lieten-Croes, wegens ambtsplichten; de heren Matthys, wegens familiale redenen, en Knuts, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1988

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi contenant le budget du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1988.

Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt voor het begrotingsjaar 1988.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Vandenhoute.

M. Vandenhoute. — Monsieur le Président, à l'examen du dossier relatif au budget du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1988 et du rapport de la commission *ad hoc* de la Chambre, nous constatons qu'en matière budgétaire, l'année 1989 verra une nette diminution du rôle du ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique pour toutes les matières relatives au fonctionnement des institutions communales et provinciales, puisque son budget sera considérablement réduit.

En effet, et à titre d'exemple, les montants relatifs au Fonds des communes seront transférés aux Régions. C'est ainsi que, pour la dernière fois, en 1988, vous gérez un budget de plus de 80 milliards, budget qui sera ramené, en 1989, à quelque cinq milliards.

Je suis et reste, c'est exact, un partisan convaincu des économies, mais l'avenir nous confirmera si avec une enveloppe de 335 millions vous pourrez faire face, entre autres, aux dépenses des importants secteurs que sont l'administration générale, la sélection et la formation des fonctionnaires.

Permettez-moi aussi de vous interroger avec insistance sur un sujet qui inquiète d'ailleurs beaucoup, vous le savez, les responsables municipaux, à savoir le Fonds des communes.

Des vents très défavorables nous font croire que pour 1989, la masse budgétaire du Fonds des communes serait amputée de 4,5 milliards.

Cette inquiétude est confirmée par l'Union des villes et des communes belges. Tous ses responsables pensent qu'une telle réduction serait complètement irréaliste, dans ses prévisions, et ne permettrait plus l'application de la législation actuelle selon les arrêtés royaux n^{os} 263 et 481.

Je m'associe à ces responsables pour répéter que si ces craintes se révélaient fondées, de telles mesures seraient très préjudiciables — cela paraît être une évidence — pour l'avenir de nos communes. Nous sommes donc tous en droit d'espérer une application correcte des dispositions légales établissant la dotation de ce Fonds des communes.

Je sais que pour répondre à ces appréhensions, vous avez augmenté le crédit non dissocié de 63 474 100 mille francs de 1 603 200 mille francs.

Je souhaiterais donc, compte tenu du fait que la dotation définitive pour 1988 sera portée à 65 77 300 mille francs, connaître le montant de la dotation provisoire pour 1989.

Par ailleurs, vu l'énervement créé autour de cette régionalisation toujours plus poussée que nous vivons actuellement, je souhaiterais savoir également quelle sera la répartition, par Région, de cette augmentation de 1 603 200 mille francs.

Je voudrais, enfin, vous demander pourquoi vous n'avez pas prévu, dans votre budget, une dotation spéciale qui permettrait de répondre, dans les délais les plus courts, à certaines revendications légitimes de la police.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Parlez-vous du budget de 1989 ou du budget de 1988?

M. Vandenhoute. — Du budget de 1988.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — C'est assez surprenant.

M. Vandenhoute. — Non, parce qu'il n'est pas inutile de penser à l'avenir.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Je m'interrogeais simplement, car voici quelques instants, vous posiez des questions à propos du budget de 1989.

M. Vandenhoute. — J'aborde les problèmes d'actualité qui concernent autant le budget de 1988 que celui de 1989, monsieur le ministre.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Je ne vous adresse aucune critique. Je voudrais simplement comprendre. Vous parlez bien du budget de 1988?

M. Vandenhoute. — Je parle du budget de 1988 avec ses implications éventuelles sur l'avenir, c'est tout. Vous verrez que j'aborde là un sujet qui vous tient certainement à cœur. Tout est en tout.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Je n'en doute point.

M. Vandenhoute. — Il est évident que cela concerne la discussion générale.

Je me dois de rappeler, ici, mes précédentes interventions à ce sujet.

En effet, j'ai souvent répété aux deux ministres qui vous ont précédé au département, qu'on ne pouvait prendre le risque de

promulguer une loi sur la police communale sans tenir compte des problèmes spécifiques à une Région bilingue, telle que Bruxelles.

Je ne suis pas fondamentalement opposé, au contraire, à une revalorisation des connaissances et donc, des diplômes, mais il fallait être très naïf ou faire preuve d'imprévoyance pour ne pas imaginer qu'une telle attitude allait inévitablement et automatiquement entraîner l'obligation de revaloriser pécuniairement une profession à risques se situant déjà parmi les plus mal rémunérées d'Europe; il suffit de s'informer sur les salaires payés en Hollande, en France ou en Suisse pour s'en convaincre.

Nul n'ignore que, dans très peu de temps, le problème des effectifs deviendra tragique. Faut-il encore rappeler qu'à Bruxelles, par exemple, il manque environ 500 agents de police par rapport aux cadres prévus et que cette situation risque encore de s'aggraver avec les départs naturels et les démissions?

Ce phénomène est également dû, comme je l'ai déjà dit, à la mauvaise rémunération octroyée à ces fonctions, eu égard aux possibilités qui s'offrent dans les sociétés de gardiennage privées ou dans les institutions internationales comme la CEE et le SHAPE.

Il convient également de souligner que, d'une part, les longues et aberrantes procédures de recrutement des policiers et, d'autre part, l'intransigeance du Secrétariat permanent de recrutement en matière de connaissance de la deuxième langue nationale, pour la Région bilingue de Bruxelles, ne sont pas étrangères à la diminution alarmante des effectifs policiers.

Pour cette raison, et en ce qui concerne les conditions de recrutement, je reste convaincu qu'il faudrait ménager une période transitoire, indispensable pour rattraper la situation de ces effectifs et limiter l'obligation, pour les agents, d'être titulaires et d'un diplôme d'études moyennes du degré inférieur, et d'un diplôme d'études du niveau III pour la connaissance des langues, dans la Région bilingue de Bruxelles.

Rien n'empêche que, pendant cette période transitoire à laquelle je viens de faire allusion, ils ne puissent suivre une formation complémentaire, propre à leurs fonctions.

Quant à la connaissance de la deuxième langue nationale, exigée pour la Région bilingue de Bruxelles, il conviendrait d'en apprécier le niveau en regard des matières spécifiques au métier de policier, ce qui ne fut jamais le cas jusqu'à présent. En effet, la connaissance de la langue française ou néerlandaise, comme les sujets traités, sont souvent sans rapport avec la fonction assumée.

Par ailleurs, il est indispensable de simplifier et de soulager les policiers de toutes les tâches pénales, judiciaires et administratives qui les noient complètement et les empêchent, par conséquent, d'être sur le terrain, au sens positif du terme. A quand donc, par exemple, une véritable revalorisation de l'agent de quartier?

L'application de ces quelques mesures est devenue urgente car, croyez-le bien, il n'y aura pas de miracle et la situation ne fera que s'aggraver d'autant que, vous le savez comme moi, l'amélioration des rémunérations sera modeste par rapport à ce qui est sollicité.

Vous avez peut-être raison, monsieur le ministre, de ne pas vouloir négocier à la carte avec certains secteurs des services publics, pour mieux faciliter une large négociation collective, mais j'attire votre attention sur le fait que la police a déjà fait preuve, dans la plupart des cas — et je me plais ici à le reconnaître — de dignité et de bon sens au niveau de ses responsabilités.

Toutefois, l'exaspération reviendra vite à son comble. Il faut, en effet, savoir que la fonction des policiers est particulière et sujette à risques et que leurs légitimes revendications doivent, au plus tôt, être prises en considération.

L'obtention de principe des trois tiers du temps pour les prestations dominicales et de l'augmentation à 40 francs du taux horaire des prestations nocturnes seront certes des gestes positifs mais, vous le savez comme moi, loin d'être suffisants pour ramener la sérénité.

Monsieur le ministre, j'ai été l'un des premiers bourgmestres à signaler à nos policiers qu'un dialogue enfin constructif semblait s'engager avec vous et avec votre ministère alors que, depuis des années, nous assistons à un dialogue de sourds.

Il vous revient, à présent, la lourde responsabilité de trouver des solutions adéquates à un dossier prioritaire qui touche directement la sécurité de nos concitoyens.

La situation financière des communes et, plus particulièrement, celle des grandes agglomérations, n'est guère à l'optimisme quand on connaît les problèmes financiers auxquels certaines Régions vont devoir faire face, dans les trois années à venir.

En effet, des bruits alarmants, les plus divers, courent à cet égard. Permettez-moi de vous en rapporter quatre, relatifs à la Région bruxelloise: on parle d'une diminution, en 1990, de 11 p.c. des recettes à l'IPP, d'une réduction de 2 p.c. par an du Fonds des communes, de la suppression de la dotation complémentaire de celui-ci et enfin, du non-remboursement des charges de l'emprunt Haty I.

Compte tenu de l'impact qu'aura la réforme fiscale sur les moins-values d'impôts, à la suite du déculum des revenus, vous êtes trop compétent, monsieur le ministre, pour ne pas vous rendre compte que les communes seront dans une situation catastrophique et dans la quasi-impossibilité de supporter de nouvelles charges en ce compris les crédits nécessaires pour rencontrer les revendications salariales de nos policiers.

Si j'ai abordé cet aspect des choses à l'occasion de cette discussion générale, c'est pour vous conforter dans l'idée qu'il serait indispensable que vous songiez précisément à inscrire une dotation spéciale, au budget du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, pour permettre aux grandes agglomérations de donner, au plus tôt, satisfaction à leurs corps de police.

Je crois qu'une concertation prioritaire avec votre collègue, le ministre-président de l'Exécutif de la Région bruxelloise, devient absolument indispensable dans le but de prendre toutes les dispositions utiles dans ce sens. Ce même type de concertation, avec les ministres-présidents des autres Régions concernées, me paraît tout aussi capital.

Cela dit, monsieur le ministre, le groupe PRL ne votera pas le projet de loi contenant le budget du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour 1988, car il ne lui appartient pas de vous donner un blanc-seing pour un avenir qui paraît, à tout le moins, peu clair et peu enthousiasmant.

Je tiens cependant à vous dire que le PRL sera à vos côtés dans toute recherche ou initiative qui tendrait à rétablir le bon ordre et l'efficacité dans l'ensemble du secteur public en général et, plus particulièrement, dans celui, à mon sens prioritaire, de la police communale. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandermarliere.

De heer Vandermarliere. — Mijnheer de Voorzitter, budgettair stelt de begroting die door de minister van Binnenlandse Zaken wordt beheerd, niet zoveel meer voor, vooral niet als we van de 86 miljard frank de bedragen aftrekken die voor het Gemeentefonds en voor het Fonds der provinciën zijn gereserveerd en die begroot zijn op respectievelijk 65 en 7,5 miljard frank.

Nochtans is het prestige en de invloed van het ministerie van Binnenlandse Zaken nog steeds vrij hoog en vrij onaangestaan. Om het in een aangepaste terminologie te verwoorden: Binnenlandse Zaken is nog altijd de hoeder van onze democratie en dat uit zich vooral in een drietal thema's, die ik even wil aansnijden. Allereerst onze kieswetgeving, vervolgens de basiswetgeving die onze lokale instellingen zoals gemeenten en intercommunale verenigingen regelt, en tenslotte de financiering van de ondergeschikte besturen.

Op 1 januari 1989 zullen de nieuwe gemeenteraden, die op 9 oktober werden verkozen, worden geïnstalleerd. De minister van Binnenlandse Zaken speelt in deze procedure een rol omdat onder zijn verantwoordelijkheid de burgemeesters door de Koning benoemd worden.

In heel wat gemeenten zal dit geen probleem zijn, omdat er een duidelijke meerderheid is of werd gevonden voor de voordracht van een burgemeester.

In een aantal gemeenten echter is deze toestand niet zo klaar. Soms werden vlak na of zelfs al op de avond van de verkiezingen bestuursakkoorden gesloten die enkele tijd later niet meer haalbaar bleken te zijn. De oorzaken hiervan kunnen velerlei zijn. Zo werd in sommige gemeenten een coalitie gevormd tegen een politieke partij die men uit de bestuursmeerderheid wil weren. Een dergelijk negatief akkoord blijkt soms zeer broos te zijn.

Zo wordt ook wel eens misnoegdheid gezaaid bij of door degenen die tot een meerderheidspartij behoren, maar zelf geen bestuursmandaat toebedeeld krijgen.

De zogenaamde wet-Tant die artikel 2 van de gemeentewet wijzigde en aanvulde, heeft alleszins al voorkomen dat één persoon tegen de wil in van de lijst waarop hij werd verkozen, een coalitieakkoord met een andere partij sluit. De individuele overloperij werd dus beknot.

Ik kan me echter moeilijk voorstellen dat het ook de bedoeling van het nieuwe artikel 2 van de gemeentewet zou zijn dat het wettelijk onmogelijk wordt dat een politieke partij, die mee de voordracht van een burgemeester heeft ondertekend, vrij onderhandelt met andere partijen om te komen tot een bestuurs-overeenkomst die het best de belangen van de burger en de gemeente dient.

Om in die gemeenten de correcte politieke meerderheid te kennen, lijken mij de uitslagen van de verkiezing van de schepenen het beste criterium te zijn.

Graag had ik van de minister vernomen hoe hij in het algemeen dergelijke situaties zal beoordelen en of hij inderdaad in sommige gevallen de schepenvierkiezing zal afwachten alvorens een benoemingsvoordracht aan Zijne Majesteit te doen?

Wat mij ook enigszins verontrust, mijnheer de minister, is het groot aantal klachten dat tegen de uitslagen van gemeenteraadsverkiezingen werd ingediend.

Als ik het goed heb bijgehouden, werden in 87 Vlaamse gemeenten een of meer klachten ingediend. Dit betekent dus in 1 op 3 à 4 Vlaamse gemeenten.

Onze wetgeving en degenen die ze moeten uitvoeren, dienen uiteraard in te staan voor het meest correcte verloop van elke verkiezing. Dit zal echter nooit beletten — kunnen beletten zelfs — dat er onregelmatigheden gebeuren of dat iemand op een onterechte wijze de verkiezingsuitslag in zijn voordeel wil laten beslechten. Het recht van de burger om hierover een officieel onderzoek te vragen, moet zo ruim mogelijk zijn.

Nochtrans moeten wij er ook voor zorgen dat van dat recht geen misbruik wordt gemaakt, dat er geen klachten worden ingediend omdat de persoonlijke verkiezingsuitslagen tegenvallen of omdat men hoopt, door een lange procedure bij de bestedende deputatie en bij de Raad van State, in januari, in februari of zelfs nog later, deel uit te maken van het college van burgemeester en schepenen.

*De heer Toussaint, eerste ondervoorzitter,
treedt als voorzitter op*

Tussen deze twee uitersten dient voor het probleem een oplossing te worden gezocht, want het wordt wel moeilijk als er in 1 op 3 gemeenten verkiezingsklachten worden geuit.

Overweegt de minister bepaalde maatregelen die een vlottere goedkeuring van de uitslagen van gemeenteraadsverkiezingen moeten waarborgen?

Tijdens de vorige legislatuur werden ook enkele initiatieven genomen om de kiesomschrijvingen voor de nationale verkiezingen te veranderen. Te kleine kiesarrondissementen, kiesarrondissementen die niet meer met de sociologische realiteit overeenstemmen, de flagrante nadelen van de apparentering, er zijn redenen genoeg die een hertekening van sommige kiesomschrijvingen meer dan verantwoorden.

Welke initiatieven mogen wij hier van de minister van Binnenlandse Zaken verwachten en wat zal er meer bepaald gebeuren met de voorstellen die in de vorige legislatuur reeds ernstig werden besproken?

Zo kom ik tot mijn tweede thema, de basiswetgeving van onze lokale instellingen.

Hier maak ik vooral twee opmerkingen.

Allereerst heeft het me wel enigszins verbaasd, mijnheer de minister, dat u de codificatie van de gemeentewet eerst bij de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft ingediend.

Het verbaasde me niet zozeer omwille van de juridische faam die de Senaat nog altijd heeft, als wel omwille van het vele voorbereidende werk dat in de Senaat reeds werd geleverd — in het bijzonder door de ex-voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, die hier aanwezig is, de heer Paque — en waaraan u nu blijkbaar achteloos voorbijgaat.

Het heeft me ook verbaasd, omdat op hetzelfde ogenblik dat de regering een codificatie ter bekrachtiging voorlegt, zij met een andere wet, namelijk de zogenaamde faciliteitenwet van 9 augustus 1988, diezelfde gemeentewet overhoop haalt, vooral dan voor een beperkt aantal gemeenten.

Meent de minister niet dat, als de regering dan toch tot een codificatie of coördinatie wil overgaan, deze aan een aantal logische voorwaarden moet voldoen, namelijk dat alle bepalingen, dus ook de meest recente, worden gecoördineerd, en dat van de gelegenheid gebruik wordt gemaakt om enkele modernisering in onze gemeentewet aan te brengen.

Indien u voor deze laatste overweging als antwoord zou geven dat de tijd nog niet rijp is of dat hiervoor voldoende bezinningstijd nodig is, dan verwijs ik u graag en bij voorbaat al naar het reeds door mij vernoemde voorbereidende werk dat de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken in de voorbije jaren verrichtte en ook naar uw eigen regeerakkoord. Of staat daar niet dat u «in nauw overleg met de Gewesten en de Gemeenschappen onverwijld een gemoderniseerde en duidelijke coördinatie van de gemeentewet» zal opstellen?

Mijn tweede opmerking in verband met de basiswetgeving die onze lokale instellingen regelt, betreft de intercommunale verenigingen.

Ik herinner mij levendig hoe uw politieke strekking zich afzette tegen de wet van 22 december 1986 op de intercommunaal. Dit verzet was van principiële aard en liet voorzien dat — wanneer de socialisten aan de macht zouden komen — vlug een en ander in deze wetgeving zou worden aangepast.

Op basis van het regeerakkoord kunnen die veranderingen nog alle kanten uit. In het regeerakkoord staat immers alleen dat de regering «de nodige aanpassingen aan de wet op de intercommunaal zal overwegen». Misschien kan de minister ons mededelen hoever de regering is geraakt met haar overwegingen en in welke richting die gaan.

Een probleem dat door uw regeerakkoord nauwkeuriger wordt omschreven, brengt mij bij mijn derde thema: de financiering van gemeenten en provincies.

Lezen we immers niet dat de regering een oplossing zal zoeken voor een aantal financiële problemen, waarvan ik er een drietal opnoem: ten eerste, de inkohiering van de onroerende voorheffing binnen het begrotingsjaar; ten tweede, de organisatie van de inning en de betaling aan de gemeenten van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting en de daarvoor door de Staat gevraagde vergoeding; ten derde, de herziening van de wijze van recuperatie door de Staat van de prefinanciering van de gemeentelijke bijdragen bij de Omslagkas voor de gemeentelijke pensioenen.

Tijdens de vorige legislatuur waren dit thema's die de SP-fractie soms in rep en roer zetten. De door de toenmalige regering genomen maatregelen waren voor de SP onaanvaardbaar en een aantal SP-leden kwamen dan ook geregeld in de debatten ter zake nieuwe beslissingen, bijsturingen of rechtzettingen eisen.

Na meer dan een half jaar verantwoordelijkheid te hebben gedragen op het ministerie van Binnenlandse Zaken, mijnheer

de minister, zal u waarschijnlijk wel reeds weten hoe u deze drie problemen zal oplossen.

Graag had ik dan ook van u geweten hoever de procedures in deze drie zaken zijn opgeschoten en welke oplossing de regering er zal aan geven. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cardoen.

De heer Cardoen. — Mijnheer de Voorzitter, wanneer men eind november 1988 de begroting van een departement met betrekking tot datzelfde jaar in bespreking krijgt, is men begrijpelijkerwijze geneigd om te zeggen dat een diepgaande studie en bespreking niet veel meer om het lijf hebben. En toch ben ik van oordeel dat er voor de begroting van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt momenteel een paar belangrijke zaken zijn die de kop opsteken en die dringend op een aanpak en oplossing wachten. Het is in dit licht dat ik voor de bevoegde ministers, een aantal bedenkingen en vragen heb.

Een eerste punt waarover ik het wil hebben, betreft de gemeentefinanciën.

In 1983 bedroeg het gezamenlijk begrotingstekort van de Belgische gemeenten bijna 70 miljard, in 1988 is dit omgezet in een globaal overschot van bijna 6 miljard. Op basis hiervan zou men logischerwijze kunnen stellen dat het probleem van de gemeentefinanciën is opgelost. Dit is echter niet zo omdat een aantal ontwikkelingen negatief kunnen inwerken op de evolutie van de financiële toestand. Het is goed dat daarop tijdig de aandacht wordt gevestigd. Denken wij in dat verband aan de hervorming van de personenbelasting, de steeds maar afnemende dotatie van het Gemeentefonds, een verhoging van de rentevoeten die voor de komende jaren niet is uitgesloten en de gevraagde aanpassing van de wedde voor het personeel in openbare dienst. Voor de grote steden is er bovendien een bijzonder probleem dat een oplossing moet krijgen via de regeling van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Wat specifiek dit Hulpfonds betreft, wil ik er met nadruk op wijzen dat de regeling zodanig behoort te zijn dat zij een gelijke behandeling voor de gewesten inhoudt.

Het is eveneens van belang dat de middelen die hierdoor aan het Vlaamse Gewest toekomen, enkel ten bate van de lokale besturen worden aangewend en niet voor andere sectoren, zoals de reeds vernoemde scheepsbouw of het SCK, waarvoor trouwens al een regeling werd uitgewerkt tijdens de Sint-Catharina-akkoorden van december 1987 en dat dus zeker niet opnieuw als compensatie mag worden opgenomen.

Het is niet omdat de Vlaamse steden in hun financiën orde op zaken hebben gesteld, dat zij hiervoor nu moeten worden bestraft.

Indien, naast de bijzondere ondersteuning van de steden Gent en Antwerpen, de gezamenlijke Vlaamse gemeenten kunnen worden « geholpen », zou de belastingdruk in Vlaanderen kunnen worden verlicht.

Men heeft hiervoor bij de bespreking van de belastinghervorming waarschijnlijk te weinig aandacht gehad. Psychologisch zal de belastinghervorming de gemeenten in het algemeen zeer zwaar vallen. Bovendien wordt de invoering van een aantal indirecte belastingen aangekondigd als compensatie voor de lagere inkomsten. Ook op deze wijze zullen de gemeenten inkomsten moeten derven of meer uitgaven moeten doen.

Wat het Gemeentefonds betreft, moeten een aantal punten dringend een oplossing krijgen. Ten eerste mag het feit dat de gewesten integraal bevoegd worden voor de bepaling van de dotatie van het Gemeentefonds geen aanleiding zijn om het eerste kwartaalvoorschot voor 1989 laattijdig te betalen. Vervolgens moet de dotatie die als uitgangspunt zal worden gehanteerd voor de bepaling van de aan de gewesten toe te wijzen middelen steunen op een juiste basis, namelijk minimaal de definitieve dotatie voor 1988 of, bij gebrek hieraan, de laatst bepaalde definitieve dotatie.

De vorige spreker heeft het ook gehad over de regeling voor de Omslagkas van gemeentelijke pensioenen. Dit is het tweede punt waarop ik de aandacht wil vestigen.

De regeling van de prefinanciering van de gemeentelijke pensioenen ingevolge de overgang van de omslagkas naar de RSZ-PPO duurt nu reeds 3 jaar. Dit probleem moet dringend worden geregeld. Alle betrokkenen zijn het hiermee eens. Een duidelijk en haalbaar voorstel ter zake werd geformuleerd door de Vereniging van Belgische steden en gemeenten. Waarom wordt op een regeling gewacht? In de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden van de Kamer heeft de minister bij de bespreking van het ontwerp gezegd dat er een aantal juridische bezwaren kunnen ontstaan wanneer deze situatie wordt rechtgezet. Persoonlijk zie ik die bezwaren niet, maar ik ben wel bereid ter zake naar de minister te luisteren.

Ten derde is er het administratief toezicht.

De organisatie van het administratief toezicht zal ten volle aan de Gewesten worden toevertrouwd. Toch verneem ik dat de minister van Binnenlandse Zaken plannen heeft om via een wijziging van artikel 108 van de Grondwet de basis van het toezicht te veranderen door een schrapping van het opportuniteitsbeoordeling, maar gekoppeld aan een grotere openbaarheid van bestuur en inspraak in de gemeente. Wij zijn deze ideeën niet ongenegen, maar een dergelijke fundamentele wijziging moet het voorwerp kunnen uitmaken van een grondige discussie, omdat in een dergelijke ontwikkeling wel wat addertjes onder het gras kunnen schuilen.

Een vierde punt waarover ik even wil uitweiden, is het Openbaar Ambt en de politie, twee belangrijke actuele problemen.

Voor sommige problemen is er trouwens een nauwe samenhang tussen beide sectoren, bijvoorbeeld voor de problematiek van de algemene bezoldigingstoestand van het overheidspersoneel, dat sedert 1974 geen algemene weddeaanpassingen meer heeft gekend, doch integendeel scherpe en onontwijkbare bezuinigingen. Deze problematiek is thans duidelijk aan het licht gekomen door de recente actie van de gemeentelijke politie, waarmee we specifiek in de sector Binnenlandse Zaken belanden.

De pers en de openbare opinie hebben voor de actie en de eisen van de actievoerende politie veel begrip getoond en gelukkig breidde dit begrip zich vlug uit om er de toestand van het globale Openbaar Ambt bij te betrekken.

Ik was ook blij, mijnheer de minister, toen ik u voor de televisie hoorde verklaren dat de pecuniaire situatie van de politie geen alleenstaand probleem van de politie is, maar dat het in de ruimere context van het Openbaar Ambt dient te worden behandeld. Misschien zijn er ook bij de overheidsdiensten een paar bevoorrechte sectoren geweest, maar globaal is hun bezoldigingstoestand gedurende 14 jaar geblokkeerd gebleven. Stilstand betekent onbetwistbaar achteruitgang. De situatie werd nog verergerd door het inhouden van een solidariteitsbijdrage, door het achteruitschuiven van de betaling van de wedden van het begin naar het einde der maand, enzovoort.

Ik durf aan te dringen opdat de ministers van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt zich samen inspannen om de nodige budgettaire ruimte te scheppen voor een gevoelige verbetering van de toestand. En ik vind het in dit verband niet ernstig, dat er nu van regeringswege reeds wordt gesuggereerd, dat de koopkracht van de ambtenaren in 1989 gevoelig zal stijgen vooral door het afschaffen van de solidariteitsbijdrage en door de fiscale hervorming. De afschaffing van een bezuiniging die de regering jarenlang heeft toegepast, mag niet als een verbetering worden voorgesteld. Het is alleen maar een terugkeer naar de vroegere toestand om loutere redenen van billijkheid. En de fiscale hervorming voorstellen als een voordeel voor de ambtenaren is mijns inziens, het toppunt van cynisme want de fiscale hervorming is dezelfde voor iedereen.

Sommigen huldigen het standpunt, dat de bezoldigingstoestand in het Openbaar Ambt slechts kan worden aangepakt nadat een kwaliteitsverbetering van de openbare dienst gerealiseerd zal zijn. Dit is gewoon de wagen voor de paarden spannen. De ondermaatse bezoldiging heeft immers een geregelde afvloeiing van de beste krachten naar de privé-sector tot gevolg. Dit is zeer duidelijk in de sector informatica, maar ook voor andere functies is de concurrentie van de privé-sector sterk voelbaar.

Desondanks blijft de kwaliteit van vele overheidsdiensten, zeker in goede zin, vergelijkbaar met die van de privé-sector. De kritiek op de overheidsdiensten steunt meestal op bepaalde toevallige feiten, maar mag niet tot ongezonde veralgemening leiden.

Ik ben ervan overtuigd — dit heb ik ook ervaren tijdens contacten met de overheidsdiensten — dat de kwaliteit van de overheidssector kan en moet worden verbeterd. De burger mag niet het slachtoffer zijn van een slecht functionerende administratie. De situatie moet evenwel in de eerste plaats worden verbeterd door ambtenaren die goed gemotiveerd zijn, en dit zullen ze alleen zijn als ze behoorlijk worden bezoldigd.

Wat de politie betreft, kan ik daaraan nog een element toevoegen: de huidige wedderegeling van de politiemensen werd vastgesteld toen er nog geen diploma hoger secundair onderwijs vereist was voor de werving van politieagenten.

Nu is dit diploma, sedert de hervorming onder de toenmalige minister Nothomb, wel vereist en wij waren het ermee eens dat deze vereiste de kwaliteit van de politiediensten kon verbeteren. Het is een onbetwistbaar argument om het hogere opleidingsniveau, en dus de hogere kwaliteit van het politiekorps, beter te bezoldigen.

Wel wil ik erop wijzen dat de aanpassing van de wedden en van de vergoedingen van het gemeentepersoneel voor de gemeenten hogere lasten en uitgaven betekent, waarvoor zij in hun begroting ruimte zullen moeten scheppen. De wet op de gemeentepolitie van 11 februari 1986 en de uitvoeringsbesluiten zijn bijna twee jaar van toepassing. Met een maximale eerbiediging van de gemeentelijke autonomie in deze centraal geregelde materie, geven de koninklijke besluiten soms wel aanleiding tot vragen en bedenkingen. Ik ga die vragen hier thans niet formuleren, maar neem mij wel voor dit schriftelijk te doen.

Ik heb er, via de pers, met voldoening kennis van genomen dat de minister meent dat de politie beter in de bevolking moet worden geïntegreerd. In elk geval dient de coördinatie en de samenwerking onder de onderscheiden politiekorpsen dringend te worden verbeterd, zoals de minister dit trouwens zelf ook heeft gezegd. Daarbij moet in acht worden genomen dat het politieoptreden sterk kan verschillen naargelang men opereert in een kleine of rurale gemeente of in een kleine of grote stad. In België is er momenteel één politiemans per 272 inwoners. De mogelijkheid moet dus wel bestaan om de veiligheid en de bescherming van de burgers beter te waarborgen.

Een tweede probleem dat Openbaar Ambt betreft, is de regeling van de statutaire toestand van het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten. Krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1988 zijn de overheden van de Gemeenschappen en de Gewesten zelf bevoegd om het statuut en de bezoldiging van hun personeel, van 1 januari 1989 af, te regelen, met inachtneming evenwel van de algemene principes die op nationaal vlak door de Koning worden vastgelegd. Hoewel 1 januari zeer dichtbij is, blijkt dergelijk koninklijk besluit nog geenszins gereed te zijn. Mijns inziens is dat een dringende aangelegenheid te meer omdat men niet overhaastig mag te werk gaan bij het vastleggen van die algemene principes. Ik wil hier slechts op enkele belangrijke aspecten wijzen. Het lijkt mij absurd dat door duidelijke ongelijkheden in de statutaire toestand op het gebied van het aantrekken van personeel, een ongezonde concurrentie tot stand komt tussen de nationale overheid en de overheden van elke Gemeenschap en van elk Gewest.

Een zekere rechtsgelijkheid en een gelijkwaardige loopbaanmogelijkheid lijken mij des te meer gerechtvaardigd te zijn omdat het personeel van elk van die sectoren nog steeds zal worden aangeworven door het centrale Vast Wervingssecretariaat, een dienst waarvan de degelijkheid en de objectiviteit mogen worden geloofd.

Bovendien zijn de rechtsgelijkheid en de gelijkwaardigheid ook nodig om de mobiliteit onder die diverse sectoren mogelijk te maken. Mobiliteit van het personeel biedt, als die goed georganiseerd is, voordelen zowel voor het personeel als voor de tewerkstellende dienst.

Er wordt eveneens veel gewag gemaakt van de modernisering van de openbare diensten en van de openbaarheid van bestuur. Ook daarbij rijzen vragen van diverse aard. De eerste vraag houdt rechtstreeks verband met de nu besproken begroting. Is in de budgettaire ruimte er rekening mee gehouden om in de loop van de eerstkomende maanden de nodige initiatieven te nemen? Hebben zowel de minister van Openbaar Ambt als de minister van Binnenlandse Zaken al enig zicht op de mogelijkheden en de perspectieven ter zake?

Maar een heel andere, en niet minder belangrijke vraag hieromtrent, betreft de bevoegdheidsafbakening. Daarmee bedoel ik rechtstreeks de vroegere zowel als de thans aan de gang zijnde hervorming der instellingen, namelijk de overheveling van bevoegdheden naar de executieven van Gewesten en Gemeenschappen. Sedert de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de executieven zelf bevoegd voor de organisatie van hun diensten. Op het ogenblik worden die diensten gevoelig uitgebreid door nieuwe overheveling van bevoegdheden, van middelen en van personeel vanuit de rijksadministratie. Welke bevoegdheid heeft de nationale overheid dan nog om de executieven, maar ook de provinciale en lokale besturen, inzake modernisering en openbaarheid voorschriften op te leggen die duidelijk de organisatie van de diensten betreffen?

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Wat bedoelt u met modernisering en openbaarheid?

De heer Cardoen. — Mijnheer de minister, u hebt er zelf terecht op gewezen dat er in de lokale administraties modernisering en een efficiënte aanpak moeten komen. Zelf denk ik daarbij aan een aantal logistieke middelen, zoals de inschakeling van de computer bijvoorbeeld.

Ik wens ook nog iets te zeggen over de problematiek van de veiligheid, zowel de veiligheid in het algemeen als die bij sportmanifestaties en inzonderheid op de voetbalvelden. Wij zijn allen begaan met deze problematiek. De bescherming van de goedmenende burger is belangrijk voor de rust en voor de economische evolutie van het land. Graag vernam ik van de minister van Binnenlandse Zaken of de ter zake reeds genomen initiatieven niet moeten worden geactiveerd, of er geen nieuwe initiatieven moeten worden genomen en of daarvoor de nodige budgettaire ruimte is geschapen.

Tenslotte wil ik de aandacht van de minister vragen voor de invoering van de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit. Op initiatief en met medewerking van de Belgische Vereniging van steden en gemeenten heeft Binnenlandse Zaken reeds heel wat werk gepresteerd. Thans blijkt het project zover te zijn gevorderd dat men tot de praktische uitvoering ervan kan overgaan.

Heeft de minister eraan gedacht, dat voor het welslagen daarvan wellicht bijkomende financiële middelen en vooral bijkomend personeel nodig zijn in de meeste gemeenten? En is er in enige mogelijkheid voorzien om de gemeentebesturen voor die bijkomende taken ook enige tegemoetkoming van rijkswege te verlenen? (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Paque.

M. Paque. — Monsieur le Président, lors de l'examen des budgets d'autres départements, nous avons rappelé qu'il s'agissait de budgets se présentant dans un contexte particulier puisqu'ils concernent, dans une large mesure en tout cas, la gestion du gouvernement précédent. En outre, le budget en discussion a déjà été dépensé, à raison de pratiquement onze douzièmes. Des collègues l'ont déjà souligné ou le souligneront à cette tribune, et il est bon que chaque groupe politique définisse sa position.

J'ai écouté attentivement M. Vandenhaute et j'avoue avoir été assez surpris de l'entendre demander au gouvernement une augmentation du personnel communal, notamment dans les services de la police, alors que, pendant six ans, il a approuvé une politique tout à fait à l'opposé. Permettez-moi de rappeler,

mon cher collègue, que vous nous avez, à maintes reprises, cité l'exemple du Japon qui, malgré une population beaucoup plus importante que la nôtre, a moins de fonctionnaires.

En outre, vous avez également mené pendant six ans une politique draconienne de restrictions salariales au niveau du secteur public et vous osez maintenant réclamer du personnel supplémentaire et des salaires plus élevés!

M. Vandenhoute. — Vous savez parfaitement qu'en commission et en conférence des bourgmestres, nous avons attiré l'attention du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Nothomb, sur les dangers de sa nouvelle loi. Il nous avait promis que des arrêtés d'application spécifiques seraient pris pour la Région bilingue de Bruxelles.

Cette promesse, malheureusement, n'a pas été tenue. Aujourd'hui, un dialogue semble s'enclencher avec le nouveau ministre de l'Intérieur. Je ne retire pas pour autant les reproches très sévères que j'ai adressés à l'époque à M. Nothomb, puis à son successeur, M. Michel, qui — faut-il le dire? — ont été souvent plus préoccupés par l'affaire Happart que par le problème de la police et de la loi communale.

M. Paque. — Vous êtes intervenu plusieurs fois au sujet de la qualité de la police communale. Mais aujourd'hui, c'est la quantité que vous réclamez.

Revenons au sujet qui nous préoccupe.

A la suite du transfert de compétences nouvelles aux Régions, le budget de l'Intérieur et de la Fonction publique se verra, à l'avenir, fortement réduit. Ainsi, le Fonds des communes sera transféré aux Régions et une partie importante de l'administration suivra la même voie.

Cette nouvelle répartition des compétences, nous l'avons souhaitée et votée — notre parti, en tout cas — à l'occasion de l'examen de la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles.

A l'avenir, de 80 milliards de dépenses autorisées actuellement, le budget se verra réduit à quelque 5 milliards.

Tout en conservant ces éléments à l'esprit, je voudrais vous faire part, messieurs les ministres, de certaines observations et interrogations, et tout d'abord à propos du Fonds des communes. En municipaliste convaincu, je ne puis que me réjouir de l'amendement déposé par le gouvernement à la Chambre visant à augmenter la dotation de 1,6 milliard.

Par contre, je m'interroge sur les effets indirects que pourra induire la réforme fiscale sur les centimes additionnels communaux. L'impact de la réforme fiscale est généralement évalué à 45 milliards en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques. En considérant que la moyenne des additionnels s'élève à 6,8 p.c., cela constitue pour les communes une diminution des recettes de l'ordre de 3 milliards.

La philosophie du Fonds des communes est de pallier l'insuffisance de recettes. Dès janvier, les recettes des communes vont inévitablement diminuer, indépendamment de tout problème de gestion communale. En pareille circonstance, ne serait-il pas envisageable de remédier à cette situation nouvelle par une mesure générale, même si la compétence sur le Fonds des communes appartient aux Régions?

Dans le même ordre d'idées, en vue d'améliorer le financement, on pourrait envisager un système permanent assurant aux villes et communes des avances sur les impôts perçus pour leur compte par l'Etat, au titre d'additionnels communaux. Je sais que ce problème relève surtout de la compétence du ministre des Finances. Je lance donc un appel pour qu'une concertation intervienne entre les ministères concernés afin que les impôts perçus par l'Etat pour le compte des communes soient avancés à ces dernières. C'est extrêmement important.

Quant à la police communale — vous allez voir, monsieur Vandenhoute, que je vous rejoins sur ce point — le fait d'exiger un diplôme d'humanités supérieures pour accéder à l'emploi de policier va entraîner un problème de recrutement. On devrait, me semble-t-il, permettre l'engagement de personnes disposant d'un diplôme d'humanités inférieures, personnes auxquelles une formation complémentaire assurerait un niveau équivalent. On

pourrait sur ce plan, s'inspirer utilement du système applicable à la gendarmerie.

En outre, il est clair que le niveau des qualifications requises est lié à la question du montant des salaires en vigueur dans la police. Dans le cadre de la négociation globale qui s'est instaurée avec les services publics, il apparaît qu'une revalorisation des traitements devra se réaliser. Même si, dimanche dernier, à la télévision, M. le ministre Hansenne n'a pas pu — et on le comprend très bien — se prononcer en faveur de l'une ou de l'autre formule, nous, municipalistes, sommes tous convaincus qu'il faudra fournir un effort, global tout d'abord, et adapté ensuite aux différentes corporations revendicatrices.

La question n'est donc pas de savoir si une revalorisation des traitements est nécessaire, mais de quel montant ceux-ci vont être revalorisés. Nous sommes conscients du fait qu'il faudra notamment prendre en compte la délicate question du déficit des finances publiques. Pourriez-vous, monsieur le ministre, nous donner quelques informations à ce sujet et nous faire part de votre point de vue sur ce délicat équilibre entre la revalorisation et les contraintes budgétaires? Je comprendrais que vous ne répondiez pas, mais j'estime que la question devait être posée.

Les actions qui sont actuellement menées par les polices communales sont le reflet d'un malaise certain qui s'étend également à l'ensemble des services de police. Ce mécontentement s'inscrit dans un contexte plus large encore, celui de la fonction publique. Je ne suis pas le seul à penser que de simples adaptations barémiques ne régleront pas tous les problèmes.

Monsieur le ministre, quelles mesures envisagez-vous de prendre pour favoriser l'indispensable mutation qualitative des services de police? Les domaines suivants me paraissent essentiels: les conditions d'accès à la profession, la formation des fonctionnaires à tous les niveaux, l'organisation et, surtout, la coordination des divers services de police.

Dans le même ordre d'idées, les grèves des gardiens de prison ont retenu l'attention de l'opinion publique. Leurs tâches ont été remplies momentanément par la gendarmerie et par la protection civile. Pourriez-vous nous préciser la nature exacte des tâches qui ont été confiées aux membres de la protection civile et le statut du personnel qui a été utilisé? S'agit-il de personnel statutaire, de volontaires ou de chômeurs mis au travail? Par ailleurs, qui supportera les frais occasionnés par les prestations du personnel de la protection civile?

Je voudrais enfin aborder trois autres sujets relatifs à la politique que vous menez.

La Chambre des représentants a transmis au Sénat le projet de loi portant statut des objecteurs de conscience. Le principe de l'objection de conscience est évidemment indiscutable pour nous. Mais la presse a fait écho aux craintes de certaines associations patriotiques qui redoutent des inégalités entre les jeunes face à leurs devoirs civiques.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour que tous les jeunes de ce pays soient traités sans discrimination?

Un autre aspect de votre politique consiste à ne plus donner aucune nouvelle autorisation à des firmes de gardiennage. La loi de 1934 sur les milices privées prévoit que toute autorisation doit avoir lieu par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et seulement pour des organisations non politiques.

Cet état de chose est-il dû uniquement au caractère des firmes qui sollicitent cette autorisation ou est-il le résultat d'une politique spécifique?

Le troisième sujet qui me préoccupe est celui de la protection de la vie privée. De nombreux organismes publics ont accès aux données contenues dans le registre national. Ce courant ne fait que s'accroître.

Le débat relatif à la protection de la vie privée pose des questions difficiles. En effet, il convient avant tout de préserver un équilibre. D'une part, la sécurité des citoyens doit être protégée, ce qui implique une lutte contre le banditisme et les menées de groupes extrémistes. D'autre part, il serait inconcevable

ble que l'on prétexte d'un renforcement de la sécurité pour tenter d'effectuer des intrusions dans la vie privée de chacun.

Sous une forme technologique, la mise sur pied du registre national et le développement de l'informatique permettent d'obtenir des renseignements de plus en plus détaillés au sujet de chaque citoyen du pays.

Deux impératifs sont pour nous primordiaux. Tout d'abord, l'exactitude des données contenues dans le registre national ce qui implique la possibilité pour chacun de vérifier les données qui le concernent et de les faire rectifier le cas échéant. Il faut aussi une réglementation stricte de l'accès au registre national et la garantie de non-divulgaration des éléments qui touchent la vie privée de chaque citoyen.

Monsieur le ministre, le registre national est de votre compétence. Estimez-vous qu'actuellement, la protection de la vie privée soit suffisante? Quelle est votre ligne politique dans ce domaine?

Je terminerai en soulignant que, malgré l'importante régionalisation du budget de l'Intérieur, votre tâche reste capitale puisque vous êtes le gardien de l'ordre. Cela implique que vous devez garantir tant la sécurité que la liberté des citoyens et surtout veiller au respect des règles démocratiques.

C'est ce que nous aurons à l'esprit en votant le budget de l'Intérieur. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Loor.

De heer De Loor. — Mijnheer de Voorzitter, naar aanleiding van de bespreking van de begroting 1988, wil ik een paar beschouwingen maken die hun oorsprong vinden in de recente gemeenteraadsverkiezingen.

Zoals u weet, geeft de gemeentekieswet alle kandidaten het recht klacht in te dienen en de hertelling of de vernietiging te vragen van de verkiezingsuitslag.

Zonder de precieze cijfers te kennen van het aantal klachten dat bij de bestendige deputaties werd ingediend, heb ik de indruk dat het hoger zal liggen dan bij de gemeenteraadsverkiezingen van 1982, hoewel er toen ook al heel wat klachten waren.

Al pleiten we ervoor dat de democratische leefregels zo volkomen mogelijk werken, toch ben ik van oordeel dat heel wat klachten alleen de bedoeling hebben nieuwe coalities te beletten op het normale tijdstip, zoals de wet voorschrijft, van start te laten gaan. Immers, indien men bij de bestendige deputatie bot vangt, dan heeft men nog de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Raad van State en is men ervan verzekerd dat de installatie van de nieuwe gemeenteraad maar kan plaatshebben in de loop van de maanden februari/maart.

Al geef ik grif toe dat het een delicate opdracht is uit te maken of een klacht al dan niet is ingediend om vertragsmanoeuvres te veroorzaken, toch meen ik dat zou moeten worden gepoogd om deze klachtenvloed tot normale proporties terug te brengen.

Ook de heer Vandermarliere heeft het er vanochtend al over gehad. Om dit te illustreren verwijs ik naar de provincie Oost-Vlaanderen waar in de 65 gemeenten waar op 9 oktober verkiezingen hebben plaatsgehad, niet minder dan 21 klachten werden ingediend. Dat betekent ongeveer één op drie gemeenten.

Het tweede onderwerp waarover ik het even wil hebben, is de beperking van de verkiezingsuitgaven, die een groeiend probleem vormen. Ieder van ons is het daarover eens. Jammer genoeg wordt er weinig tegen gedaan.

Bij de gemeenteraadsverkiezingen hebben we opnieuw moeten vaststellen dat de verkiezingsuitgaven blijven stijgen en ongehoorde proporties aannemen. Al willen we erop wijzen dat wij de verdedigers zijn van het fundamenteel principe dat de kiezer in volle onafhankelijkheid zijn stem moet kunnen uitbrengen, toch maken we ons zorgen over het arsenaal van gevarieerde en steeds maar aangroeiende propagandamiddelen die aangewend worden door kapitaalkrachtige partijen en kandidaten.

Dat de partijen en kandidaten de kiezers informeren inzake programma, plannen en bedoelingen vinden we absoluut noodzakelijk. Doch met gadgets, systematische telefoonoproepen, verjaardagskaartjes, etentjes en geschenkjes pogen sommigen de ware betekenis van de verkiezingen af te zwakken, de kiezer onder druk te zetten en in verleiding te brengen.

Daarom dringen wij erop aan, mijnheer de minister, dat u zo vlug mogelijk het in het regeerakkoord aangekondigde wetsontwerp inzake de beperking van de verkiezingsuitgaven van de politieke partijen en kandidaten, zou indienen.

Tevens wil ik het even over de gewetensbezwaarden hebben. Over het wetsvoorstel-Temmerman is in de Kamer heel wat te doen geweest. Uiteindelijk is het, weliswaar geamendeerd, goedgekeurd en aan de Senaat als wetsontwerp overgezonden. Het komt echter maar niet in bespreking daar er, volgens geruchten die ik heb opgevangen, bij bepaalde partijen tegenkanting zou zijn ontstaan voor de verdere behandeling. Gezien de problemen waarmee de gewetensbezwaarden geconfronteerd worden, zou ik willen aandringen op een spoedige behandeling, vooral omdat bepaalde artikelen van dat wetsontwerp op 1 januari 1989 van kracht moeten worden. Indien dat wetsontwerp vóór nieuwjaar niet wordt aangenomen, zal het naar de Kamer moeten worden teruggestuurd en is er voor de gewetensbezwaarden alweer een jaar verloren.

Tenslotte wil ik het nog even hebben over de collectieve arbeidsovereenkomst voor het overheidspersoneel. Ik hoef u niet te zeggen dat het overheidspersoneel met ongeduld zit te wachten op het resultaat van de onderhandelingen. De ambtenaren zijn immers niet vergeten dat de vorige CVP-PVV-regeringen hun gedurende meer dan zes jaar heel wat hebben ontnomen. Al beseffen zij dat de mogelijkheden niet bijzonder groot zijn, toch zullen zij niet aanvaarden dat de vakbondsafgevaardigden met nagenoeg lege handen worden weggestuurd. Wij dringen erop aan de besprekingen met de syndicale organisaties ernstig voort te zetten teneinde tot een eerbaar compromis te komen in verband met de conventie 1989-1990.

De SP-fractie zal de begroting 1988 goedkeuren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Flagothier.

M. Flagothier. — Monsieur le Président, la discussion d'un budget, même déposé à raison de près de onze douzièmes, ne doit pas nous dispenser de nous pencher sur la politique qu'il sous-tend.

J'ai lu attentivement le rapport de la Chambre et je note avec intérêt qu'en matière de sécurité, le ministre de l'Intérieur a déclaré que les mesures à prendre dans ce domaine devront être axées sur la prévention, plutôt que sur la répression, et que des dispositions sont prévues en matière de prévention des incendies, de protection civile et de lutte contre les catastrophes. En matière de criminalité, et plus particulièrement dans les grandes villes, l'accent sera mis sur les actions préventives.

Dans cet ordre d'idées, nous souhaitons que l'on porte une attention spéciale à la collaboration entre la police communale et la gendarmerie, d'une part, et les polices communales entre elles, d'autre part.

C'est important dans les communes rurales où les moyens en hommes et en matériel ne sont pas comparables à ceux des grandes villes. La collaboration entre les polices de deux ou trois communes rurales peut rendre celles-ci plus efficaces, tant dans le domaine de la prévention que dans celui de la répression.

Cette collaboration devrait être supervisée par un commissaire de brigade, ce qui constituerait une garantie supplémentaire d'efficacité. Mais, je le signale à M. le ministre, la province de Liège ne compte plus qu'un seul commissaire de brigade alors que près des deux tiers des 80 communes qui la composent ont opté pour la police rurale. Un seul commissaire pour assurer la surveillance et la coordination de la police rurale est nettement insuffisant dans cette province.

J'approuve la réponse du ministre à la Chambre, lorsqu'il a précisé qu'il n'envisage pas d'abaisser le niveau d'études exigé des candidats policiers communaux.

On peut difficilement admettre qu'une telle exigence est excessive quand on sait que le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur est requis pour la fonction de rédacteur.

Je ne m'attarderai pas sur le malaise qui existe au sein des divers corps de police, comme d'ailleurs chez les autres fonctionnaires. Je suppose qu'à la suite des questions posées à cette tribune par les orateurs précédents, M. le ministre en parlera dans sa réponse, mais je voudrais attirer l'attention sur la situation barémique des agents de la protection civile. Ceux-ci font aussi partie d'un corps de sécurité qui remplit des missions dangereuses et les barèmes appliqués sont moins importants que ceux pratiqués à la gendarmerie ou dans la police communale.

Nous approchons de la fin de l'année, et donc de la date d'installation des conseils communaux issus des élections communales du 9 octobre dernier.

J'espère que M. le ministre pourra faire le point au sujet des nominations des bourgmestres, car il est souhaitable que ceux-ci soient nommés avant le 1^{er} janvier prochain.

Je voudrais aussi recevoir des précisions en ce qui concerne la mise en service de la nouvelle comptabilité communale et l'application de l'informatique dans les communes.

Je terminerai cette partie de mon intervention en demandant au ministre de faire un effort dans le sens d'une décentralisation plus grande vers les pouvoirs locaux. Il y a quelques années, les commissions de l'Intérieur de la Chambre et du Sénat se sont rendues au Danemark, où nous avons pu constater que les citoyens s'adressaient à leur administration communale pour régler des problèmes qui, chez nous, sont encore traités au niveau national.

Il y a incontestablement des modèles de décentralisation dans les pays nordiques qui devraient nous inspirer et nous permettre de mettre en place des services au niveau des pouvoirs locaux qui resteront toujours ceux auxquels nos concitoyens s'adressent de préférence.

J'en viens maintenant au chapitre de la Fonction publique.

Je suppose que le ministre de la Fonction publique nous parlera des contacts qui ont lieu et qui visent à examiner les revendications syndicales, le renouvellement des conventions collectives pour 1989-1990, l'instauration d'un statut unique des personnes engagées à titre précaire, la revalorisation barémique, l'élaboration d'une nouvelle politique de recrutement pour les années à venir.

Le malaise de la Fonction publique est à notre sens plus profond que la simple référence aux revendications que je viens de rappeler.

Dans beaucoup de pays occidentaux, il existe, depuis plus de dix ans, un intérêt renouvelé pour la gestion des personnels publics en vue de rendre l'administration plus efficace, plus productive, plus ouverte aux administrés, mais en vue également de promouvoir des fonctionnaires plus motivés, plus compétents.

Un bilan sommaire de ce qui s'est passé dans la Fonction publique depuis 1981 fait surtout apparaître la mise en place du statut syndical, des mesures de réduction des effectifs, de la limitation de la croissance salariale, de la répartition du travail disponible, d'injection de chômeurs mis au travail dans le secteur public, de limitation des cumuls, des mesures relatives aux congés politiques, à la restructuration des pensions, etc.

Très peu a été fait en ce qui concerne la gestion de la Fonction publique en tant que telle.

Il y a bien eu quelques mesures positives comme l'instauration d'un nouveau régime de mobilité ou l'installation de directeurs de la formation et de l'accueil dans les départements ministériels.

La Fonction publique, malgré des mesures limitées de valorisation, n'a pas vu se corriger ses principaux points faibles ni reçu une réponse positive à certaines revendications légitimes; elle a surtout eu l'impression de servir d'otage privilégié à

une politique d'assainissement et de relance dans le domaine économique et social.

Rien de fondamental n'a été réalisé pour assumer le plus urgent et le plus nécessaire, c'est-à-dire améliorer la carrière des fonctionnaires, motiver autrement les agents pour gérer la Fonction publique selon des méthodes plus modernes en y introduisant, à côté d'une approche quantitative et collective de gestion des personnels, une approche qualitative et individuelle.

La politisation de l'administration n'a fait qu'empirer tant au niveau national que communautaire et régional.

En mars 1986, le projet du secrétaire d'Etat, Guy Lutgen, relatif à la modernisation des services publics, applicable aussi bien aux ministères qu'aux institutions parastatistiques, avait fait naître un espoir réel de voir mettre en œuvre une politique de revalorisation de la Fonction publique et de plus grande responsabilité de l'administration.

Malheureusement, ce projet n'a pas reçu l'impulsion politique suffisante et n'a pas pu rendre opérationnelles ses actions essentielles.

Or, le pouvoir politique doit être conscient qu'il a l'administration qu'il mérite. Malheureusement, en Belgique, le pouvoir n'a jamais attaché une attention particulière à la gestion des ressources humaines des services publics et l'a presque toujours considéré comme une question d'intendance.

Il nous intéresserait, monsieur le ministre, de savoir si l'actuel gouvernement, à côté des solutions à apporter aux problèmes ponctuels va se pencher sérieusement sur les grands problèmes posés par la gestion de notre appareil administratif. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, het dooreen haspelen van onze werkzaamheden leidt soms tot eigenaardige situaties. Mijn partijgenoot, de heer De Beul, zou onze belangrijkste spreker zijn in dit debat, maar hij vergadert op het ogenblik met het bureau van de Vlaamse Raad. Ik moest nu aanwezig zijn in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen waar op het ogenblik een wetsvoorstel van de heer De Belder en van mijzelf betreffende het Europees kiessysteem wordt behandeld. Gelukkig kon ik een beroep doen op de heer De Belder om er in de commissie op te wijzen dat ons wetsvoorstel in feite moet worden besproken in de commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden, zodat ik hier toch de heer De Beul kan vervangen.

Mijnheer de minister, u kent de heer De Beul uit de Kamer. Hij zal hier vakkundig een aantal problemen uitbenen in de stijl die hem lief is. Zijn naam, De Beul, leent zich daar trouwens toe.

De financiële toestand van de grote steden, het gemeentefonds, de benoeming van burgemeesters, districtsraden, politiek verlof, openbaarheid van bestuur, het rijksregister, de rijkswacht, het statuut van de gewetensbezwaarden en het coördinatief- en crisiscentrum van de regering zijn de onderwerpen die hij zal behandelen. U hebt dus nog wat te verwachten.

Ik was aangewezen om nog wat zout op een aantal open wonden te strooien. Dit zweemt echter naar oppositietaal. Ik zou derhalve beter zeggen dat de heer De Beul moest instaan voor de hoofdschotel, terwijl ik voor het dessert zou zorgen. Het menu wordt nu echter in omgekeerde volgorde opgediend.

Een veel te berde gebracht punt is de samenwerking tussen rijkswacht en politie. Alvorens daarop dieper in te gaan wil ik erop wijzen dat ik, in mijn bekommerning voor mensen die zich in een zwakke positie bevinden, ten volle achter de politie sta wat hun sociale eisen betreft. Wanneer ik hoor om welke bedragen het gaat bij rijkswacht en politie, ben ik beschaamd over hun sociale situatie. Dit belet mij echter niet, als lid van de commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden, toch een aantal zaken koel en objectief te benaderen. Ik steun hiervoor

onder meer op een recent gehouden voordracht van minister Tobback die in de krant verscheen onder de zware titel: « Oorlog tussen politiediensten belet de bestrijding van de criminaliteit. »

Een buitenlander die dit in onze kranten leest, zal wellicht huiveren en denken aan Zuid Amerikaanse toestanden.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Mijnheer Luyten, het is mij nog maar zelden overkomen dat ik de tekst van een interview, zelfs wanneer de journalist dat in zijn eigen versie schrijft, tegenspreek. Voor de titels wens ik echter niet in te staan. Ik heb vaak vastgesteld, wanneer ik mij bij de journalist in kwestie beklagde over de titel van zijn artikel, dat deze beweerde dat niet hij, maar wel de redactie daarvoor verantwoordelijk was. Ook journalisten gaan niet altijd akkoord met de titels waaronder hun artikels verschijnen. Ik neem daarvoor dan ook geen enkele verantwoordelijkheid.

De heer Luyten. — Mijnheer de minister, voor ik parlements-lid werd, was ik ook actief in de journalistiek. U kan misschien de woorden van Camille Huysmans indachtig zijn: « Goed of kwaad, als ze over u maar spreken in de politiek. » Een titel kan soms zeer nuttig zijn om de aandacht te trekken. Dikwijls leest men het artikel omwille van de brandende titel. Ik ben in elk geval geïnteresseerd in de tekst van uw toespraak, mijnheer de minister. U mag mij deze bezorgen indien hij althans bestaat. Ik ga met u akkoord waar u het heeft over overlappingen, onvoldoende afbakening van bevoegdheden en competitiegeest.

Wim Jorissen zei me destijds vaak dat ik in het open boek van het leven moest lezen. Van het thema dat u in uw toespraak hebt aangesneden, ben ik toevallig een bevoorrecht getuige geweest, niet via een open boek, maar via een opengebroken deur. Ik had immers de eer medeslachtoffer te zijn van een reeks inbraken in mijn dorp. Wanneer er een senator bij betrokken is, wordt er wellicht wat meer ijver aan de dag gelegd om de daders op te sporen. Ik heb dan ook kunnen vaststellen dat met zeer veel ijver op de ene plaats de politie in de weer was — want de mensen zijn vrij zich te wenden tot de politie of tot de rijkswacht — terwijl bij mij de rijkswacht, gedurende 24 uur in het getouw is geweest om met grote middelen vingerafdrukken te nemen op alles wat was aangeraakt. Politie en rijkswacht wisten niet dat zij, elk op een andere plaats, met dezelfde zaak bezig waren. Toen zij elkaar louter toevallig ontmoetten, bleek dat de politie dank zij een speurhond, de daders reeds op het spoor was, terwijl de rijkswacht nog ijverig bezig was met het nemen van vingerafdrukken.

Toen ik onze burgemeester en oud-senator, de heer Houben, hierover interpeleerde, antwoordde hij dat hij, als hoofd van de politie, ter zake niet kon optreden ook al staat onze gemeente in voor de huisvesting van de rijkswacht, ingevolge een overeenkomst om het aantal politieagenten te kunnen beperken. Het zou toch logisch zijn dat de rijkswacht — het was in dit geval wellicht de Bijzondere Opsporingsbrigade van Mechelen omdat een senator bij de slachtoffers was — een seintje zou geven aan de politie om mede te delen dat zij zich ook bezighouden met die misdaadgolf. Zij treden echter steeds elk afzonderlijk op en naar de burgemeester beweerde, neemt de rijkswacht, wanneer zij geen uitweg ziet, slechts na een week contact op met de politie. Dit is waanzinnig.

De burgemeester zei dat hij daar niets kon aan doen en vroeg mij in het Parlement ter zake initiatieven te noemen. Mijn vraag is dan ook of er geen maatregelen kunnen worden genomen opdat bij eenzelfde lokaal geografisch optreden van rijkswacht en politie deze met de moderne middelen waarover wij beschikken, met elkaar in contact zouden kunnen treden teneinde uit te maken of zij toevallig niet met dezelfde zaak bezig zijn. De twee diensten kunnen dan eventueel hun informatie uitwisselen. Aldus zouden wij de operette-oorlog waarbij de ene de pluimen van de andere op zijn hoed wil steken, kunnen vermijden.

Het antwoord van de burgemeester van mijn gemeente was: daar kunnen wij niets aan doen, er dient een algemeen reglement

te komen om de mogelijkheid te scheppen dat bij concreet geografische opdrachten rijkswacht en politie met elkaar in verbinding kunnen staan, en aldus elkaar kunnen informeren. In uw uiteenzetting hebt u gezegd dat u bepaalde lokale taken zoals het opsporen van misdrijven wil voorbehouden aan de politiediensten terwijl u de taken van de rijkswacht op een hoger echelon wil plaatsen. Een belangrijke maatregel hierbij zou zijn dat men elkaar op de hoogte kan houden.

Een volgende opmerking, en ik wil hier niet veralgemenen, heeft betrekking op het feit dat politiemensen die toch de behoeders zijn van de democratische instellingen soms worden bedreigd door niet-positief ingestelde personen. Bij het uitvoeren van hun taak en de macht die daaraan is verbonden, kan bij misbruik van die macht soms onheil worden aangericht naar de publieke opinie toe. Daarom is het van groot belang dat de politiemensen bij de uitoefening van hun taak steeds hun deontologie voor ogen houden. Als verre aanloop van de huidige sociale beroering was er in de maanden juni en juli de actie van de « pasjeswet », de identiteitscontrole waar velen het slachtoffer van werden.

Ik heb daarover een zeer behartenswaardig artikel gelezen in *De Morgen* van Georges Pyl, docent politieke ethiek en deontologie bij het Centrum voor politieopleiding te Antwerpen. Wij hadden het geluk dat ook een magistraat slachtoffer werd van de identiteitscontrole en daar scherpe kritiek op uitbracht via lezersbrieven, maar vaak kan men tegen een dergelijk machtsmisbruik niet optornen. De huidige minister die nog voldoende inzicht heeft in de sociale strijd, formuleert soms erg bewogen zijn opmerkingen als er zich bijvoorbeeld in een multinationale onderneming negentiende-eeuwse toestanden voordoen, ik denk aan Philips bij Leuven. Wij hebben een minister die sociaal bewogen reageert, die weet wat het betekent als men in de negentiende eeuw verworpen de aarde was en voor zijn rechten moest opkomen en botste met wat door de socialisten toen werd genoemd: *l'Etat gendarme*.

De kennis van die strijd en de sociale beweging die hem bij bepaalde optredens drijft — en ik wil hem daarmee feliciteren — bezielt mij wanneer ik over een andere groep praat, die soms nog *rücksichtloser* — de heer Gryp is er niet, dus ik mag een Duits woord gebruiken — werd neergeslagen, namelijk de kleine flaminganten.

Ik heb het volgende verhaal nagetrokken, omdat ik het zo negentiende-eeuws vond. Het speelt zich af op de vooravond van de IJzerbedevaart. Men kan het nog ironisch beschrijven, maar indien ik het had meegemaakt, had ik met mijn Spaans temperament waarschijnlijk opnieuw hetzelfde gevoel gehad, als toen zeven rijkswachters mij in Leuven van mijn fiets sloegen en mij gedurende minuten met geweerkolven bleven bewerken. Toen dacht ik: had ik nu een revolver, dan schoot ik erop. Ik lees dus het verhaal gewoon voor. De naam en de feiten zijn er en ik hoop dat u, mijnheer de minister, dezelfde bewogenheid die ik u daarstraks in verband met de sociale strijd toeschreef, ook nu zult opbrengen voor een mens die geen VMO'er is, maar wel een IJzerbedevaarder en met wie het volgende gebeurde.

Willem Verschraeghen was, naar jaarlijkse gewoonte, met een tiental vrienden vanuit Asse naar de IJzerbedevaart gekomen. Een hele prestatie, waarvoor onze achting — Asse-Diksmuide is nogal ver. In Diksmuide liet Willem zich een schotelkje mosselen voorzetten. Geïnspireerd door de legendarische Diksmuidse gastvrijheid tegenover IJzerbedevaarders, vroeg de waardin onmiddellijke betaling. Willem vond dit zo grof en weigerde, omdat men in alle restaurants betaalt nadat men gegeten heeft. De vrouw griste het eten onder zijn neus weg. Tot daar het banale verhaal.

Nog geen twee minuten later kwam de rijkswacht het restaurant binnen, stelde geen vragen, vroeg zelfs Willems identiteitskaart niet, maar bekeek enkel het TAK-embleem op zijn mouw. Dat alleen was al een bewijs voor zijn schuld, want zonder pardon werd de man met stoel en al achterovergesleurd en vervolgens werd hij in de combi gekieperd. Wat men met hem in de kazerne uithaalde, plaatst ons weer in de vrolijke dagen van september 1944. Toen Willem bij het onvermijdelijke lijfonderzoek — waarom onvermijdelijk? — nog maar eens wilde

uitleggen dat hij toch niets misdaan had en een dergelijke behandeling niet verdiende, kreeg hij meteen een vakkundige kniestoot in de onderbuik. De man sloeg dubbel van de pijn. Op de grond kreeg hij een twintigtal trappen en matrakslagen in de linkerflank, die hem overigens ernstige ribkneuzingen opleverden. Terwijl vijf rijkswachters mekaar opzij duwden om Willem toch maar persoonlijk een schop te kunnen geven, hoorde de TAK'er aanmoedigingen en applaus van de toegesnelde rijkswachtcollega's. Na deze traktatie werd hij dan bij een tiental skinheads opgesloten. Pas na bemiddeling van TAK-leider Crommelynck werd Willem vrijgelaten. De overste drukte hem nog op het hart dat de rijkswacht de zaak wel wilde vergeten, omdat hij in het restaurant inderdaad niets verkeerd had gedaan.

Fraai! Willem diende intussen klacht in wegens het toebrengen van vrijwillige slagen en verwondingen. We zijn er zeker van dat de rijkswacht hem nu van weerspanning zal beschuldigen, want weet u, de eed van een beëdigd ambtenaar is in België nog steeds meer waard dan die van een burger, laat staan van een Vlaamsgezinde.

Ik dacht dat dit niet meer mogelijk was en dit alles tot de negentiende eeuw behoorde. Indien bepaalde politiemensen, wier sociale eisen ik kan begrijpen, dan op een voetbalveld manifesteren, begrijp ik dat zij door het publiek worden uitgejouwd. Dat publiek heeft misschien slechte ervaring met die tien procent — ik wil nog mild zijn — rotte appels die het hele korps aantasten. De massa brengt dan geen begrip meer op voor de sociale eisen van vele politiemensen, familievaarders, die met een schamel loon een grote taak op zich moeten nemen.

Mijnheer de minister, ik heb u de naam van de betrokken persoon genoemd en ik zal u ook het artikel bezorgen. Ik hoop dat u ook nu dezelfde reflex zal hebben die ik reeds in andere momenten heb kunnen bespeuren, en dat u deze zaak zal nagaan. Zo'n toestand kan immers niet langer worden geduld. Als flamingantisch senator heb je hieronder natuurlijk niet te lijden, want er is in dat geval wel altijd ergens een rijkswacht of politieagent die u herkent, zeker als men vergezeld is van Willy Kuypers. Met naamlozen is zoiets blijkbaar nog altijd mogelijk. Het gedetailleerde verhaal bewijst dit. Misschien zou ook zo'n man wel hebben willen schieten, indien hij in het bezit zou zijn geweest van een revolver.

Daarstraks heb ik reeds de lof gebracht aan de politiehond van Berlaar. Vanochtend noemde één van de meest vooraanstaande journalisten van ons land u in een krantenartikel een bullebak, mijnheer de minister. Ik vind dit geen oneer. Naarmate ik immers ouder word, hecht ik meer waarde aan de uitspraak van Frederik de Grote: «Hoe meer mensen ik leer kennen, hoe meer ik van mijn hond hou.» De term bullebak werd trouwens in het artikel positief bedoeld. Men dichtte u de karaktereigenschappen van een bullebak toe, namelijk een vasthoudend iemand die, als het nodig is, ergens zijn tanden inzet en die, als het nog niet nodig is, door stevig geblaf degenen die minder eerlijke bedoelingen hebben, van zich wegjaagt.

Ik hoop bij u meer gehoor te vinden dan voor de eindeloze litanieën die ik hier afgestoken heb voor uw voorgangers, de heren Nothomb en Michel. Ik wens u voor de komende weken de karaktersterkte en de gebitvastheid van een bullebak, misschien zelfs van een bull-terriër, toe om het stekelvarken aan te

pakken dat nog steeds rondrentelt in de meest oostelijke hoek van de provincie Limburg en van Vlaanderen. Zoals u weet kijken veel Vlamingen met gespannen aandacht ernaar uit hoe u in die aangelegenheid uw bull-terriëreigenschappen zult ontplooien.

Minister Nothomb antwoordde mij indertijd dat in deze zaak de democratie werd toegepast. Er is nu een ernstige studie verschenen van een doctor in de antropologie van de universiteit van Amsterdam, Hans van Laar. Wat wij reeds lang vermoeden, heeft deze man tijdens een maandenlang onderzoek ter plaatse nagegaan. De weerslag hiervan werd opgenomen in de reeks *Aktueel* van uitgeverij Grammens. Van Laar heeft het in de studie onder meer over de fictieve domiciliëring.

Ik citeer: Van fictieve domiciliëring is sprake, als een persoon staat ingeschreven in het bevolkingsregister van een gemeente, waarin hij of zij niet woont. Wat in 1982 gebeurd is, is dat Retour à Liège of beter: Action fouronnaise ongeveer tweehonderd mensen in Wallonië heeft gevraagd, zich in het bevolkingsregister van Voeren te laten inschrijven en tijdelijk bij familie of vrienden te gaan wonen. Vervolgens werd de lijst van kiesgerechtigden — zoals gebruikelijk — opgesteld aan de hand van het bevolkingsregister. Nadat dit gebeurd was, lieten de fictief gedomicilieerden zich na enige tijd weer uit het register afvoeren. Op die manier stonden op de lijst van kiesgerechtigden voor de gemeenteraadsverkiezingen van 1982 ongeveer tweehonderd personen die niet in Voeren woonachtig waren. Zij waren goed voor één à twee zetels; zonder hun aanwezigheid zou de zetelverhouding tussen Retour à Liège en Voerbelangen negen tegen zes of acht tegen zeven zijn geweest. »

De zetelverhouding is intussen negen tegen zes geworden. Deze studie dateert evenwel van vóór 1986. Ik schermde in het lichtledige toen ik indertijd minister Nothomb, die schermde met de democratie, vroeg de basis van die democratie ter plaatse eens te gaan bekijken. Ik weet niet of u dat nog zal kunnen doen in de korte tijd dat u er uw tanden nog kan in zetten.

Er bestaat nog andere literatuur over de Voerstreek, onder andere het boek van Guido Fonteyne: *De Voer, een geval apart*.

In dit boek is een lange lijst opgenomen van de bijna criminele activiteiten van de man die u binnenkort misschien opnieuw zal worden voorgesteld als kandidaat-burgemeester.

Op dat ogenblik wensen ik en vele anderen in Vlaanderen u de moed van de bulldog om er uw tanden definitief in te zetten en om in een van de zwakste hoeken van Vlaanderen kordaat op te treden als de beschermende macht, dezelfde macht die in de vroegere gevestigde 19e-eeuwse orde zo vaak tegen socialisten en flaminganten optrad als *l'Etat gendarme*. Ik hoop dat u als minister van Binnenlandse Zaken zult tonen dat die macht nu dient om de zwaksten in onze samenleving, die nu gestalte krijgt in de nieuwe federale Staat, te beschermen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Wij zetten onze werkzaamheden vanmiddag te 14 uur voort.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 12 uur.)

(La séance est levée à 12 heures.)

364